

# Le Figaro (Paris. 1854)

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Le Figaro (Paris. 1854). 28/04/1927.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

\*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.

\*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer [ici](#) pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

\*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

\*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter [reutilisation@bnf.fr](mailto:reutilisation@bnf.fr).



## OU EN EST-ON DES LOIS MILITAIRES ?

Malgré, hélas, maintes fois signalé, qu'il y avait à faire, dans un délai aussi rapproché que possible, la réorganisation de l'armée, la question n'avance guère. Au moment où se sont ouvertes les vacances parlementaires, la Commission de l'Armée de la Chambre avait tout juste terminé l'examen de la première des trois lois fondamentales, celle concernant l'organisation générale de l'Armée. Et après quels tracas ! On se rappelle ! Il y eut d'abord une discussion fort animée à propos du nombre des divisions métropolitaines : la majorité de la Commission s'étant séparée sur ce point de son rapporteur, celui-ci donna sa démission, puis la reprit. Le colonel Fabry, auteur d'une proposition très étudiée, prit le parti tout à fait méritoire de la retirer pour diminuer les risques de conflit. Puis, le rapporteur ayant fait sienne une des dispositions du projet socialiste consistant à séparer les centres d'instruction des corps de troupe, il y eut de nouveau bataille avec le ministre qui, finalement, eut gain de cause.

En dernier lieu, malgré les efforts d'une importante minorité de la Commission, celle-ci a décidé de modifier le texte de l'article qui charge le ministre de poursuivre la réalisation de certaines conditions, *préalables à toute réduction de service actif*. Ces conditions, préalables, la Commission, en fait, des conditions « indispensables », ce qui n'est pas du tout la même chose. La tactique de bon nombre de parlementaires consiste à hâter le vote du service d'un an, puis à dire au ministre : « Arrangez-vous pour que cela soit réalisé au moindre mal possible ; pour nous, notre tâche est terminée. » C'est proprement mettre la charrue avant les bœufs. On affirme que le gouvernement posera sur son texte la question de confiance ; il faut qu'il en soit ainsi. Si, par malheur, la Chambre adoptait le texte de la Commission, ce serait la ruine de l'organisation nouvelle.

Le rapport de la Commission de l'Armée sera, dit-on, distribué à la rentrée du Parlement. La discussion devant la Chambre pourrait alors commencer aussitôt. Peut-on espérer qu'elle ne sera pas trop longue ? Rien n'est moins certain, car, le rapporteur ayant témoigné, sur des points fondamentaux, de son désaccord avec le ministre, les causes de nouveaux conflits ne manquent point.

Voilà, nous sommes en avril 1927 : c'est au mois de septembre 1925 que cette loi a été mise sur le chantier. M. Ossola, sous-secrétaire d'Etat, en soumit les bases à M. Painlevé qui les fit examiner par le maréchal Pétain, alors au Maroc, avant de charger l'état-major de l'Armée d'arrêter les détails d'exécution. Comme le ministre voulait aller vite, un officier, porteur du projet, fut envoyé en avion au maréchal. On gagna ainsi quelques jours, mais, depuis lors, que de mois on a perdus !

S'il n'est pas possible de gagner désormais le temps qui fut ainsi gaspillé, du moins ne faut-il pas encore y ajouter de nouveaux atterrissements. Car la crise des effectifs va encore être aggravée par la mesure décidée au mois de décembre dernier, et qui a pour but de passer, progressivement à l'incorporation à vingt et un ans. A cet effet, les contingents appelés sous les drapeaux en 1927 sont diminués dans une proportion notable. Or, il est clair que cette diminution devrait aller de pair avec la réduction du nombre des corps de troupe.

Mais ce n'est pas tout : avant même d'être votée, la loi est déjà l'objet de certaines atteintes. En voie une, et l'on peut être assuré qu'il y en a d'autres. Penetrez à juste titre de la nécessité d'une instruction intensive, et cherchant à en améliorer le rendement, le gouvernement s'exprime ainsi dans son exposé des motifs (page 6) : « Pour qu'une telle instruction donne son plein rendement et assure aux unités, notamment en vue de la mobilisation, la cohésion la plus solide, il convient que les appelés restent ensemble, dans les mêmes unités de corps de troupe et sous les ordres des mêmes instructeurs, tout au long de leur service actif que pendant les périodes de réserve. »

Or, l'appel des réservistes, qui va enfin être repris cette année, est prévu, comme il est naturel, pendant l'été ; mais les représentants des agriculteurs ont signalé que cette convocation générale considérablement les travaux de la terre : fenaison, moisson et vendange ; et ils ont fait décider par le Parlement que les cultivateurs, auxquels on a ajouté tous les ouvriers ruraux tributaires de l'agriculture : forgerons, bûcherons, etc., ne seront pas appelés pendant les périodes de travail intensif. Cela va contrarier singulièrement les dispositions prévues, et que devient la cohésion des unités ? Convoquer-les dans les camps, et les faire travailler, c'est les composer d'autant de réserves des villages, tantôt des réservistes des champs ? Certes, il faut ménager l'agriculture, menacée par la dépopulation des campagnes ; mais à quel prix ? Proclamer solennellement des principes, s'ils ne se chargent de les démolir ?

Il y a d'ailleurs d'autres questions qui réclament toute la vigilance du Parlement, comme celle du haut commandement, notamment l'amélioration du matériel. Dans les Débats du 14 avril, le général de Guignac, visant les progrès réalisés par notre industrie pour le remplacement de l'essence que nous importons de l'étranger, par des produits que nous pouvons trouver chez nous, estime

## UN FRONT UNIQUE CONTRE LE COMMUNISME



La meute est déchaînée : puisque le gouvernement parle sans agir, elle le brave ; elle hurle contre ceux qui le dénoncent à la rigueur des lois, dernière protection du pays qu'elle a juré d'abandonner.

Manifestations vaines, qui trahissent le désarroi des conjurés.

Depuis des années, tout tremblait devant eux ; ils avaient pu croire que la France se courberait sous leur infâme dictature. Et tout à coup, nous leur montrons que la panique n'est pas universelle ; nous relevons le défi. Une pareille attitude déroute leurs prévisions et déjoue leurs calculs.

Nous étions prêts, naturellement, à subir l'assaut des valets et sous-valets stipendiés par le Communisme, destructeurs des patries ; nous avons par surcroît le divertissement d'une presse dévouée soumissionnée aux conspirateurs, qui affectait jusqu'ici la réserve, et qui se démasque à la première alerte. Ces observateurs d'hier, s'irrigent soudain en défenseurs des extrémistes, obéissent à l'ordre des maîtres occultes qui les soudoient, et qui furent de tout temps, à toute occasion, les fidèles soutiens, les précieux auxiliaires des desseins germaniques.

Ainsi sont justifiées les appréhensions et corroborées les certitudes qu'avaient fait naître dans notre esprit tant d'événements grands et petits sur la complicité de l'Allemagne avec le Communisme, INSTRUMENT LE PLUS EFFICACE DE SA RÉURRECTION.

La bête ne se laissera pas étrangler sans essayer de mordre. Pour nous intimider, on emploiera l'outrage, la calomnie, la menace ; les provocations alternent avec les bordées ordurières ; les scribes qu'inspire une certaine police unissent leur voix à la voix de ceux qu'entretenait la France-Maçonnerie, inquiète de l'exemple donné en Italie contre les Loges.

Et l'on peut compter que nous riposterons. Nous choisirons notre temps. Mais ce n'est pas aux serviteurs, aux estafiers, que nous nous en prendrons ; pas même aux hommes de paille, plus ou moins élus, qui siègent dans les sanctuaires du Régime ; c'est aux maîtres, aux vrais maîtres, aux seuls maîtres qui, dissimulés dans la coulisse, aiment la troupe et la dirigent. Nous connaissons leurs méthodes, car nous les avons vus à l'œuvre ; nous savons par expérience qu'ils redoutent la lumière sur leurs faces et sur leurs gestes.

Aujourd'hui, nous enregistrons simplement les excitations meurtrières de M. Vaillant-Couturier comme nous avons enregistré naguère les injures de M. Léon Blum. Une autre fois, peut-être, nous expliquerons pourquoi des

hommes politiques français, ayant eu l'honneur de gouverner alternativement la France, se sont combattus avec rage et tour à tour exclus du pouvoir.

Il faut, à la fin, que notre peuple voie clair ; il s'aperçoit que, durant de longues années, on l'a trompé systématiquement ; il veut comprendre les événements où se jouent les destinées de la France ; il est écœuré du mensonge ; il veut connaître, il commence à connaître les origines et les causes de ses malheurs ; il réclame la vérité ; nous la lui devons, nous la lui donnons ici.

Avec de trop rares confrères, nous avons signalé un péril qui grandissait, qui est devenu mortel. On faisait la sourde oreille ; on imposait même le silence autour des révélations gênantes, autour des faits criminels qui menacent l'existence du pays.

Et puis, brusquement, on arrive à un tournant où la réalité se dresse dans toute son horreur. Alors, on avoue la gravité du mal, que nous avons défini tant de fois depuis bien des mois, on nous approuve, on nous loue. On permet à Benjamin du ministère, à M. Albert Sarraut, ministre de l'Intérieur, de prononcer en Algérie un discours platonique, où il dénonce un plan « d'immense hégémonie slave (!) », confirmant par ailleurs nos informations, et reprenant jusqu'à nos formules.

Si le morceau d'éloquence avait été précédé de quelques actes vigoureux contre l'ennemi public, nous aurions mieux apprécié cet appel au pays. Mais rien n'est venu. Plusieurs semaines s'écouleront encore avant qu'on ne prenne les décisions que réclame la situation ; et les communistes en profitent pour couvrir le gouvernement de ridicule.

C'est une grave responsabilité qu'assume le ministère d'Union nationale, en confessant le péril sans faire connaître les moyens précis qu'il compte employer pour le combattre. Nous prévoyons que le gouvernement, suivant l'usage, se prétendra désarmé, qu'il proposera d'ajouter quelques textes vagues à l'arsenal de la répression, qu'en regorge ; et que les lenteurs du travail législatif d'abord, les subtilités de la procédure ensuite, permettront une fois de plus, aux coupables d'esquiver le châtiment.

EN FAIT DE MOYEN PRÉCIS, NOUS SUGÉRONS AUX MINISTRES DE REPREDRE PUREMENT ET SIMPLEMENT CELUI QU'AVAIT TROUVÉ L'ASSEMBLÉE NATIONALE, APRÈS L'AUTRE GUERRE, POUR PERMETTRE À LA FRANCE DE SE RELEVÉR DANS LA PAIX. CE FUT LA LOI DU 14 MARS 1872, QUI MIT EN ÉCHEC LA 1<sup>re</sup> INTERNATIONALE.

En voici le texte :

## LOI DU 14 MARS 1872 CONTRE LES AFFILIÉS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

ARTICLE PREMIER. — Toute association internationale, sous quelque dénomination que ce soit, et notamment sous celle d'Association internationale des travailleurs, aura pour but de provoquer à la suspension du travail, à l'abolition du droit de propriété, de la famille, de la patrie, de la religion ou du libre exercice des cultes, constituera, par le seul fait de son existence et de ses ramifications sur le territoire français, un attentat contre la paix publique.

ART. 2. — Tout Français qui, après la promulgation de cette loi, s'affiliera ou fera acte d'affiliation à l'Association internationale des travailleurs ou à toute autre association professant les mêmes doctrines et ayant le même but, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 50 à 1.000 francs. Il pourra en outre être privé de tous ses droits civils, civils et de famille énumérés en l'article 42 du Code pénal, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

L'étranger qui s'affiliera en France ou fera acte d'affiliation sera puni des peines édictées par la présente loi.

ART. 3. — La peine de l'emprisonnement pourra être élevée à cinq ans, et celle de l'amende à 2.000 francs, à l'égard de tous Français ou étrangers qui auront accepté une fonction dans une de ces associations, ou qui auront sciemment concouru à son développement, soit en recevant ou en provoquant à son profit des souscriptions, soit en lui procurant des adhésions collectives ou individuelles ; soit enfin en propagant ses doctrines, ses statuts ou ses circulaires. Ils pourront, en outre, être renvoyés par les tribunaux correctionnels, à partir de l'expiration de la peine, sous la surveillance de la haute police pour cinq ans au moins et dix ans au plus. Tout Français auquel aura été fait l'application du paragraphe précédent restera, pendant le même temps, soumis aux mesures de police applicables aux étrangers conformément aux articles 7 et 8 de la loi du 3 décembre 1849.

ART. 4. — Seront punis d'un à six mois de prison et d'une amende de 50 à 500 francs, ceux qui auront prêté ou loué sciemment un local pour une ou plusieurs réunions d'une partie ou d'une section quelconque des Associations susmentionnées, le tout sans préjudice des peines plus graves applicables, en conformité du Code Pénal, aux crimes et délits de toute nature dont auront pu se rendre coupables, soit comme complices, soit comme auteurs principaux, les prévenus dont il est fait mention dans la présente loi.

ART. 5. — L'article 463 du Code pénal pourra être appliqué, quant aux peines de la prison et de l'amende, prononcées par les articles qui précèdent.

Cette loi fut en vigueur jusqu'au 11 juillet 1901. Le ministre Waldeck-Rousseau l'abrogea pour payer une dette politique aux groupements révolutionnaires qui avaient défilé place de la Nation, drapeaux rouges et drapeaux noirs en tête, devant le Président de la République. UN ARTICLE DE HUIT MOTS, DISSIMULÉ PARMI DES TEXTES IMPORTANTS, SUFFIT À L'ESCAMOTAGE, ET LE MÊME DOCUMENT QUI BENDAIT LE CHAMP LIBRE À L'INTERNATIONALE METTANT HORS LA LOI LES ASSOCIATIONS RÉVOLUTIONNAIRES !

Il y aurait quelques amendements à

## Le prix d'un tableau

Na-t-on être forcé, lorsqu'on commande à un artiste, son portrait ou son buste, de faire un contrat, d'établir un devis comme lorsqu'il s'agit d'une maison à bâtir ou d'une maçonnerie à construire ? La morale du procès plaide à la première Chambre de la Cour par M<sup>re</sup> Maurice Chénu et Flach, est qu'il faut toujours, et en tout état de cause, faire un contrat. « Ce qui va sans dire, répliquait Talleyrand à un plaignant autrichien au Congrès de Vienne, va toujours beaucoup mieux en le disant. » Donc écrivons-le.

François Coty.

## ÉCHOS

### La Température

Probabilités pour aujourd'hui : Ciel très nuageux, avec éclaircies et ondées. Vents variables et modérés. Température stationnaire.

### Le beau voyage.

Une princesse espagnole qui séjournerait en France a eu besoin de se rendre à Madrid. Qu'a-t-elle fait ? Elle est montée dans son hydravion, et après un ou deux arrêts en route, où elle a couché dans des hôtels confortables, elle a repris sa route vers sa destination.

Une duchesse anglaise, la même presque au même moment, cette grande dame, dont l'avion est depuis longtemps la propriété personnelle, a déclaré à ses amis qu'elle n'emploierait plus d'autre moyen de déplacement. Elle s'en sert pour aller à la chasse, à la pêche, partout. Le seul ennui est que si on veut la compter parmi ses amis, il faut avoir un terrain d'atterrissage chez soi.

Charmant Bayonne ! C'est le titre d'une chanson que l'on chante au pays basque, et nous croyons que ce titre est justifié. Car les Bayonnais ne pensent pas que le 1<sup>er</sup> mai doive être employé à « subvertir l'horrible régime », comme il est dit dans Rabelais, la société présente.

Ils organisent plusieurs parties de pelote, bien entendu, et la Bourse du Travail elle-même a mis sur pied un bal avec jazz-band. Comme il serait à souhaiter que tous les Français ressemblaient en cela aux aimables Bayonnais !

Les sports et le 1<sup>er</sup> mai. L'Union sportive rappelle aux clubs sportifs que tous les matches sont interdits pour le 1<sup>er</sup> mai.

Le seul sport permis en ce jour solennel est celui de la lutte des classes. Ce n'est décidément pas très gai d'obéir aux ordres de Moscou.

La flotte soviétique de la Baltique va entreprendre, à partir du 1<sup>er</sup> mai, un voyage à l'étranger sous le commandement de l'amiral Viktoroff. Les escales prévues sont Reval, Riga, Kiel, mais on songe à pousser jusqu'à un port français.

Verrons-nous, à Cherbourg ou à Brest, les marins des Soviets venir faire de la propagande ?

Discipline.

Le congrès départemental du parti socialiste a exclu pour un an M. Louis Bernard, adjoint au maire de Rochefort, et a prononcé un blâme contre MM. Poujet, député ; Roux, ancien maire ; Pouyonnat, adjoint, et Jeanneau, conseiller municipal, qui ne s'étaient pas conformés à la discipline du parti pour la nomination d'un adjoint.

Les cinq membres ainsi punis sont des cartellistes. Le maire et la majorité de la Fédération font partie de ces socialistes que le communisme n'effraie pas.

Il y a désormais deux sortes de socialistes.

L'école du chauffeur.

C'est fort bien d'éduquer le piéton, mais il ne faudrait pas négliger l'éducation des chauffeurs. Or, parmi eux il y en a encore qui ne savent pas « déboîter » ! Le « déboîter » est l'opération qui consiste, pour un chauffeur, à tourner et à s'engager dans une rue adjacente pendant le passage autorisé des piétons.

Si le déboîter est brutal ou trop rapide, on risque l'accident. Aussi la prudence la plus complète s'impose-t-elle. Mais il ne suffit pas de le dire ; il convient de le démontrer aux conducteurs d'automobiles.

Le fait du jour : Aujourd'hui paraît une petite merveille, le Mirophar-Brot, miroir tout à fait nouveau, qui darde une vive lumière sans éblouir les yeux. Son prix ? 200 francs. Pour se poudrer ou se raser, c'est la perfection.

On le trouve chez Brot, 8, rue Boissy-d'Anglas.

Le Masque de Fer.

DEMAIN :

LE CARNET DE FIGARO

TABEAU DES CHANGES :

À PARIS :

à 18 heures

Le Dollar vaut ... 25,53

La Livre vaut ... 124,02

La Lire vaut ... 1,33

Parité New-York : 3,91 3/4

VOIR LE COURRIER DE LA BOURSE ET LA COTE DES VALEURS À PARIS, LONDRES ET NEW-YORK PAGE 4

## Le prix d'un tableau

Na-t-on être forcé, lorsqu'on commande à un artiste, son portrait ou son buste, de faire un contrat, d'établir un devis comme lorsqu'il s'agit d'une maison à bâtir ou d'une maçonnerie à construire ? La morale du procès plaide à la première Chambre de la Cour par M<sup>re</sup> Maurice Chénu et Flach, est qu'il faut toujours, et en tout état de cause, faire un contrat. « Ce qui va sans dire, répliquait Talleyrand à un plaignant autrichien au Congrès de Vienne, va toujours beaucoup mieux en le disant. » Donc écrivons-le.

En 1922, M. Edwards, banquier chilien et frère du président de la Société des nations en 1921, avait commandé à M. Boldini le portrait de sa femme et de ses quatre enfants. Prix convenu : soixante mille francs, disait M. Edwards. Mais, tout naturellement, on n'échangea pas de lettres au sujet du prix ; cela, d'ordinaire, ne se fait pas quand il s'agit d'une commande à un artiste.

Le tableau — le plus grand portrait qu'il ait peint, Boldini, fut exposé au Salon. Il y eut un très grand succès, le tableau étant tout à fait remarquable. Mais, le Salon terminait, lorsque M. Edwards demanda au peintre son tableau. M. Boldini exigea trois cent mille francs. Il était, disait-il, plus grand qu'il avait été convenu primitivement, et le travail avait été plus considérable. Peut-être aussi, M. Boldini regretta-t-il de se séparer d'une œuvre qu'il aimait entre toutes. Bref, il demanda 300.000 francs — prix, disait-il, bien inférieur à la valeur de l'œuvre, et il refusa catégoriquement les soixante mille que lui offrait M. Edwards.

Que faire ? Plaider ? On plaide. Le tribunal fut perplexé. Comment, en effet, fixer la valeur d'un tableau moderne ? Par experts, évidemment. Mais le prix d'aujourd'hui peut ne pas être le prix de demain. Le public a des engouements successifs et variables. Les toiles du douanier Rousseau valent aujourd'hui, hélas ! plus que celles de Théodore Rousseau, le maître paysagiste. La valeur marchande d'un portrait est chose fugitive. Cependant, le tribunal fut bien forcé de nommer des experts : désigna M. Lair-Dubreuil, commissaire-priseur, et MM. Ramboussin et Soriais. Ceux-ci examinèrent le tableau de M. Boldini et l'estimèrent, — valeur marchande, — cinquante mille francs. Moins que le prix convenu, d'après M. Edwards. Néanmoins, celui-ci maintint son offre primitive de 60.000 francs. Le jugement du tribunal condamnait en outre M. Boldini à remettre le tableau à M. Edwards sous peine d'une astreinte de mille francs par jour de retard.

L'artiste, pensant que le tribunal avait mal estimé son œuvre, fit appel. Et, à l'opposition des experts précédents, il opposa celle de MM. Chabas, Gervex, Domergue et Durand-Ruel.

Mon tableau vaut 800.000 francs ! dit M. Boldini. La première Chambre de la Cour se garda bien d'apprecier le prix de l'œuvre de M. Boldini, et elle eut raison. Le tableau de l'artiste est indiscutable, dit l'arrêt rendu hier par M. le premier président Eugène Dreyfus, mais ce qui importe c'est le prix demandé et fixé lors des conventions primitives. Or, M. Boldini n'apporte pas la preuve que le prix originaire de 60.000 fr. soit devenu, pendant l'exécution du tableau, celui de 300.000 francs exigé aujourd'hui par M. Boldini. Et la Cour confirme le jugement du tribunal. M. Edwards aura donc son tableau pour soixante mille francs.

Georges Claretie.

## La conquête de l'air est-elle une illusion ?

Par JEAN FABRETT

Avant la guerre, M. Norman Angel nous avait démontré que « la grande illusion » consistait à se figurer que la victoire militaire fut avantagée au peuple qui la remportait. Aujourd'hui, un auteur anglais anonyme, qui signe Ném, entreprend de prouver, en trois cent cinquante pages d'un texte serré, que « la grande illusion » c'est la conquête de l'air. Son livre, qui fait grand bruit de l'autre côté du détroit, est une requête bourrée de chiffres et de faits, entraîne de formidables dépenses sans pouvoir conduire à aucun résultat pratique.

Ném s'attaque d'abord aux dirigeables. Ces énormes navires aériens, plongés dans le plus instable des milieux, n'y sont que des plumes flottant au gré du vent. Les tempêtes, les orages, les brouillards, les courants ascendants et descendants se jouent de leur énorme puissance motrice ; ils sont incapables de s'arrêter à leur gré, et demeurent à la merci de caprices atmosphériques qu'ils ne peuvent ni prévoir ni dominer. Leur vie est courte : le fameux R-33, qui coûta un demi-million de livres, n'avait volé que pendant soixante-dix heures avant de périr misérablement, entraînant la perte de quarante-quatre hommes ; le Shenandoah, à qui les météorologistes promettaient le temps le plus favorable, fut brisé comme un fétu par un coup de vent qui l'atteignit avant d'avoir été signalé. Il en sera de même, prédit l'auteur, de tous les dirigeables à venir. Ils ne peuvent naviguer que par beau temps, et les mauvais temps viennent vite.

Dangereux pour leurs équipages, les dirigeables sont impropres à toute utilisation commerciale. Le R-101, en construction sur les plans du commandeur Burney, pour le service des Indes, aura une force ascensionnelle de 150 tonnes. Mais, quand on en déduit le poids du combustible, de l'équipage et de tous les approvisionnements nécessaires, il reste 8 tonnes 1/2 disponibles pour les passagers et le fret. Quels tarifs envisageables ? faudrait-il leur appliquer pour compenser les énormes dépenses d'un bâtiment aussi grand que le Mou-

## LE FIGARO

Fondé le 14 Janvier 1826

Directeur : H. DE VILLEMESSANT

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER

Administrateur : G. GARNIER



















